

Les prix se maintiennent à la hausse

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4693 - Dimanche 3 février 2019 - Prix : 10 DA

«Renforcer la dynamique associative»

Lancement du concours du village le plus propre à Béjaïa

Page 24

Loin d'incarner le modèle libéral

Le partenariat public-privé algérien, un juste milieu

Page 2

La différence européenne

Par Mohamed Habili

L'ultimatum donné par un certain nombre de pays européens (France, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Portugal et Hollande) à Nicolas Maduro, lui enjoignant d'annoncer la tenue toute prochaine d'une nouvelle présidentielle, faute de quoi ils reconnaîtraient à leur tour Juan Gaido comme président légitime du Venezuela, expire aujourd'hui, après avoir été rejeté dès le premier jour par son destinataire. Donc, normalement, c'est aujourd'hui que leur menace sera mise à exécution. S'il y a une incertitude, c'est sur la forme que cela prendra. Leurs représentants feront-ils une seule déclaration les engageant tous à la fois, ou le feront-ils séparément, chacun se prononçant pour son seul pays ? Pour le reste, on les voit mal se désavouer, ou même y aller d'un deuxième ultimatum, considérant par exemple que Maduro n'a pas pu avoir le temps de rallier son camp à leur exigence. Une fois de plus, il s'avère que si les Européens marchent séparément des Américains, c'est en fait pour aller dans la même direction qu'eux et vers la même destination. Ce qui est vrai du Venezuela, l'est également de l'Iran. Le dispositif financier dont ils font grand cas, censé permettre à leurs entreprises de continuer à faire des affaires avec l'Iran à l'abri des sanctions américaines, n'a vraiment convaincu ni les Iraniens ni les Américains.

Suite en page 3

Elections présidentielles

Bouteflika sera le candidat des partis de l'Alliance



PH/D. R.

Les partis de l'Alliance présidentielles ont décidé hier de soutenir une candidature du Président Abdelaziz Bouteflika pour les élections présidentielles du 18 avril 2019.

Lire page 2

Suite aux importantes averses qu'a connues le pays

Les barrages remplis aux trois quarts

Page 3

Alger/Complexe olympique

Aït Menguellet anime un concert au profit des enfants malades

Page 13

Elections présidentielles

Bouteflika sera le candidat des partis de l'Alliance

■ Les partis de l'Alliance présidentielle ont décidé hier de soutenir une candidature de Abdelaziz Bouteflika pour les élections présidentielles du 18 avril 2019.

Lynda Naili

Dans le communiqué final de la réunion qui les a regroupés, les quatre partis de l'Alliance présidentielle ont convenu de leur soutien au chef de l'Etat et d'accompagner son programme, et ce pour préserver l'Algérie et l'unité nationale en raison des dangers qui guettent le pays.

Par cette décision, souligne le communiqué final de l'Alliance présidentielle, il s'agit de dresser un mur pour protéger le processus de développement socio-économique contre tous ce qui tentent de porter atteinte à la stabilité et à l'unité nationale de l'Algérie. En outre, appelant à la mobilisation en prévision de cette échéance électorale, le document de l'Alliance présidentielle indiquera que les prochaines présidentielles sont un rendez-vous politique décisif pour l'avenir du pays. Rappelons que cette décision intervient à l'issue de la réunion, au siège du



vieux parti à Hydra-Alger, des dirigeants des quatre partis de l'Alliance présidentielle, en l'occurrence Moad Bouchareb, coordinateur de l'instance dirigeante du FLN, Ahmed Ouyahia,

Secrétaire général du RND, Amar Ghoul, président du parti Tajamou El Djazair (TAJ), et Amara Benyounes, président du Mouvement populaire algérien (MPA).

Tous les quatre, sur la base d'une vision commune devaient aboutir à la fin de cette rencontre à une feuille de route à suivre en prévision du scrutin présidentiel du 18 avril prochain, et ce en

Ph.D.R.

faveur de leur candidat commun Abdelaziz Bouteflika.

En outre, comme prévu à l'annonce de cette réunion, il y a deux jours, certaines de ces formations politiques, à l'instar du TAJ, du MPA et du RND, ont tenu respectivement des réunions de leurs conseils nationaux. A l'issue de ces conseils ils ont officiellement appelé le chef de l'Etat pour un cinquième mandat, et pour lequel ils tous déclarent un « soutien indéfectible ». Pour sa part, Moad Bouchareb à propos de la réunion d'hier, avait déclaré que « nous sommes tous tenus de défendre le programme du président Abdelaziz Bouteflika, un programme devenu une référence dans la construction de l'Etat et une réalité indéniable ». Dans ce cadre, il avait aussi annoncé l'installation d'une instance nationale de préparation de la prochaine élection présidentielle qui se chargera de mener la campagne électorale au profit du candidat du parti.

L. N.

Ahmed Ouyahia au sujet des présidentielles

La candidature de Bouteflika est «le meilleur choix»

Réitérant son appel au Président Bouteflika pour qu'il présente sa candidature pour un nouveau mandat à la magistrature suprême, le SG du RND, Ahmed Ouyahia, estime que c'est "le meilleur choix" pour le pôle politique de son parti. Le SG du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, qui s'attend à ce que le Président Bouteflika annonce sa candidature à l'élection présidentielle du 18 avril à travers un

message au peuple, tient à préciser que «au cas où il se porte candidat, ce n'est pas lui qui va animer sa campagne électorale en raison de son état de santé». «Notre pôle a opté en faveur du Président Bouteflika et nous réitérons à cette occasion notre appel pour qu'il présente sa candidature pour un nouveau mandat à la magistrature suprême», a déclaré Ouyahia lors d'une conférence de presse animée au terme de la 6^e session

ordinaire du conseil national du RND, précisant que «l'opposition est libre de s'exprimer à ce sujet». Sur une «éventuelle candidature du Président Bouteflika par rapport à son état de santé», le SG du RND précise que «le problème de l'opposition avec le chef de l'Etat ne date pas d'aujourd'hui», faisant observer que «le peuple a toujours soutenu le Président» lors des précédents mandats. S'agissant de la candidature à la présidentielle d'un

officier supérieur à la retraite de l'Armée nationale populaire, M. Ouyahia indique que son parti, qui soutient le Président Bouteflika, n'y voit «aucun souci», rappelant que c'est le Conseil constitutionnel qui tranchera en dernier ressort. Par ailleurs, M. Ouyahia rassure que la transparence des prochaines élections présidentielle sera assurée par un mécanisme de contrôle et de surveillance interne, appuyé par des observateurs

internationaux, rappelant que les précédents scrutins étaient «acceptables sur le plan de la transparence». Dans un autre registre, le secrétaire général du RND a estimé que l'évocation du consensus national «ne signifie pas qu'il y a une crise politique, mais cela exige davantage de mobilisation pour relever les différents défis économiques».

Louiza Ait Ramdane

Loin d'incarner le modèle libéral

Le partenariat public-privé algérien, un juste milieu

Le partenariat public-privé auquel le gouvernement avait appelé durant l'année 2018 et qui avait soulevé des réactions scandalisées de la part de certaines parties qui y avaient vu les prémices d'une nouvelle entreprise éhontée de privatisation de l'outil de production public, aurait pu et devrait être une partie des grandes solutions salvatrices pour notre économie.

L'Etat, en l'état actuel des finances publiques et au vu de la structure actuelle des dépenses et de la tension qui s'exerce sur le budget, peut-il continuer à renflouer, à soutenir à bras-le-corps ou encore à recapitaliser des entreprises publiques qui n'arrivent pas, structurellement, à se viabiliser, à se dynamiser et à valoriser les flux de capitaux injectés à coups de milliards de dinars ?

Il est improbable, selon les données actuelles et selon éga-

lement les perspectives que laissent entrevoir les tendances lourdes de notre économie et de nos finances, que le temps n'est en faveur de ceux qui tentent de se défaire de la dépendance de l'argent public, en s'autonomisant par la voie d'une gestion viabilisante que les modes publics de gouvernance économique en entreprise ne connaissent pas, du fait d'un manque de souplesse dans la prise de décision et d'adaptabilité de cette gestion aux différentes situations qu'impose le contexte économique.

Dès lors, le partenariat public-privé eût pu être une solution pertinente et même la seule solution qui ménage, comme on a coutume de le dire, la chèvre et le chou, dans le sens où elle permettrait à l'entreprise de passer du côté d'une gestion plus économique, mieux adaptée, moins encline au gaspillage et aux

choix contraints, tout en demeurant dans le giron de l'Etat, sous un statut semi-public ; un compromis intéressant à la fois pour la viabilisation économique et pour la préservation des intérêts des travailleurs. Si on prend le cas de certaines entreprises hôtelières publiques, on se rend compte que celles-ci, ayant bénéficié de crédits bancaires très importants, à des taux très intéressants, peinent à rembourser, pour ne pas dire pas du tout, et ne rentabilisent pas suffisamment pour se viabiliser économiquement, alors qu'elles sont censées non seulement gagner de l'argent, mais également rembourser leurs dettes, tout en continuant de payer leurs personnels. Pourtant, ces entreprises continuent de fonctionner, avec des tarifs et des conditions d'accueil inconditionnellement figés, du fait d'un mode de gestion inadapté. Que perdraient

ces entreprises à revoir leurs tarifs hôteliers et de restauration, ainsi que leurs services, afin de brasser dans des niches de clientèles pour lesquelles ces entreprises hôtelières demeurent encore inaccessibles ?

L'exemple peut être décliné dans d'autres secteurs que celui des services, où l'entreprise publique, bien que renflouée financièrement et bénéficiant d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics, n'arrive pas à réunir les conditions cardinales de la réussite, dont celle essentielle de susciter un engagement sans faille de la part de l'ensemble des travailleurs, pour qu'ils soient, surtout dans les moments de crise, les adjuvants et les acteurs du redressement et du sauvetage de l'entreprise.

Dans les pays de gestion économique ultralibérale, à des années-lumière de la gestion de

nos entreprises, la fermeture d'une entreprise se décide loin des travailleurs qui se retrouvent à leurs corps défendant, sans outil de travail, car le référentiel primordial, dans un tel contexte, c'est le principe de rentabilité au nom duquel tout se décide, y compris de priver des centaines, voire des milliers d'employés de leur gagne-pain.

Dans notre pays, loin d'incarner ce modèle, l'entreprise publique algérienne, qui se trouve plutôt à l'extrême opposé de la réalité ultralibérale, a besoin de rationaliser ses modes de gestion, d'optimiser sa productivité et de mieux mobiliser ses travailleurs, son ouverture au capital privé algérien pouvant être, dans ce contexte, une bonne façon d'intégrer quelques qualités de l'économie libérale, tout en préservant le principe d'une économie sociale.

Filali H. Imène

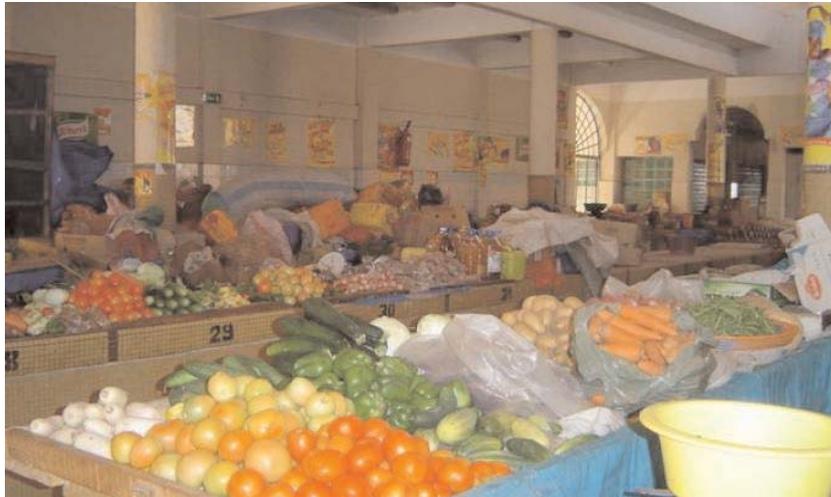
Marché des fruits et légumes

Les prix se maintiennent à la hausse

■ Les prix des fruits et légumes restent élevés mais aucune tendance haussière n'a été constatée hier, aux marchés de la capitale.

Par Meriem Benchaouia

Sur les étals, les marchandises continuent à afficher les mêmes prix. Toujours est-il, ces prix restent exagérés et inaccessibles pour les petites et moyennes bourses. Les produits agricoles sont particulièrement chers et la mercuriale est loin de satisfaire le consommateur. Le maintien de cette flambée s'explique difficilement. Des ménagères, rencontrées, n'ont pas été avares en mots pour évoquer la fièvre des prix des légumes qui a tendance à s'inscrire dans la durée. « Certes, les prix n'ont pas augmenté mais ils sont déjà assez élevés », affirme un père de famille. Le constat est sans appel, il faut payer cher pour acheter des légumes. Il est clair, pour tous les citoyens, que le diiktat des intermédiaires reste de mise. Un diiktat qui persiste tout au long de l'année mais qui tend à devenir encore plus étouffant. Les arguments avancés par les vendeurs sont les prix élevés à l'achat chez les grossistes en cette période de l'année. Au final, c'est le consommateur confronté à cette hausse qui doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse. En dépit des plans échafaudés par les pouvoirs publics pour contre-carer cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des produits agricoles, est toujours là. Tout un arsenal d'outils pour prévenir ces fluctuations des prix, et pourtant ces derniers continuent de jouer au yoyo. Les tarifs des produits agricoles affichés hier, donnent froid dans le dos et face à cette situation les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre, mais en dépit de cela, ils achètent. « On n'a pas le choix », nous a confié un père de famille. Une tournée à travers les marchés renseigne suffisamment sur l'état d'esprit des



consommateurs. Sans surprise, les Algériens sont réellement inquiets, voire désespérés. Les prix sont vraiment hors de portée de la bourse moyenne. Pour de nombreux consommateurs, cette spéculation est due au manque de régulation du marché. Ils demandent à l'État de prendre ses responsabilités pour permettre aux ménages de survivre. De nombreux chalandes rencontrés ont exprimé leur mécontentement à l'égard de ces prix, expliquant ce fait par la spéculation et le monopole exercés par certains détaillants en l'absence notamment, d'un contrôle et d'un suivi des marchés de gros et des chambres froides. Ainsi, la pomme de terre a été cédée hier jusqu'à 70 DA le kilo dans la majorité des marchés et rares étaient les marchands qui la proposaient à 65 ou 60 DA. Ce tubercule réputé comme légume des pauvres est, désormais, inaccessible pour les petites bourses. Quant à la tomate, elle ne descendait pas sous la barre des 140 DA/kg et la laitue était cédée à 110 DA. Les

navets et la carotte étaient vendues entre 90 et 100 DA/kg. La même fourchette des prix était maintenue du côté des marchands ambulants. Leurs prix ne différaient pas de ceux affichés sur les ardoises exposées dans les marchés. L'oignon, incontournable légume pour les ménagères, était proposé entre 50 et 60 DA/kg, tandis que les oignons nouveaux étaient à 70 DA. Les haricots verts à 180 DA, les poivrons entre 120 et 140 DA et les courgettes à 140 DA. Pour ce qui est des fruits de saison, il faut dire que cette année le marché enregistre une large disponibilité mais les prix restent élevés et hors de portée pour la majorité des ménages. Ainsi, la banane était cédée entre 300 et 350 DA le kg, les oranges entre 120 DA et 160 DA, les mandarines entre 130 DA et 160 DA. Les pommes à 200 DA.

La sardine à 800 DA

Les prix du poisson ont connu, eux aussi, une augmentation vertigineuse au niveau de

plusieurs marchés populaires d'Alger. En effet, un vent de folie traverse ces derniers jours les halles et marchés aux poissons avec des hausses des tarifs jamais égalées qui ont rendu cette denrée désormais inaccessible pour les consommateurs sauf à regarder les étalages de loin. Les prix y sont devenus astronomiques, synonymes de surenchère par excellence, où la sardine, considérée comme le poisson abordable pour les bourses modestes, plafonne irrésistiblement entre 800 et 1000 DA le kilo. Si, il y a quelques années de cela, la sardine était un poisson accessible aux Algériens aux bourses modestes, ce n'est plus le cas aujourd'hui. De nos jours, elle est devenue un poisson pour les riches au vu de son prix. La hausse des prix, faut-il le préciser, ne concerne pas uniquement la sardine, mais également les autres types de poissons. Le rouget, le merlan et le calamar sont également inaccessibles avec des prix oscillant entre 1 800 et 2 500 DA/kg. **M. B.**

Suite aux importantes averses qu'a connues le pays Les barrages remplis aux trois quarts

Selon Hocine Necib, ministre des Ressources en eau « le taux de remplissage des barrages a dépassé les 72%, soit un volume de 4,94 milliards de m³ dont 4,1 milliards de m³ sont exploitables ». « A partir de septembre 2018 jusqu'à janvier 2019, l'analyse des réserves des barrages a mis en évidence des apports importants dans la réserve nationale en eau en atteignant 4,94 milliards de m³ dont 4,1 milliards de m³ sont exploitables », précise le ministre des Ressources en eau. A ce propos, il a avancé que le volume de 4,1 milliards de m³ exploitables permet une autonomie de la majorité des barrages pour une période d'une année, et ce, pour tous les usages (eau potable, agriculture, industrie...). En comparant le volume de remplissage des barrages à la date du 31 janvier 2019 par rapport au

31 janvier 2018, il est constaté un apport supplémentaire de 1,3 milliard de m³, a fait savoir le ministre des Ressources en eau. Selon lui, cette situation hydrologique « très favorable » a eu un « impact positif » sur l'autonomie des barrages en matière de disponibilité des ressources en eau. A titre d'exemple, le taux de remplissage a atteint 100% dans treize barrages et un taux égal ou supérieur à 80% dans 30 autres. En somme, 61 barrages sur les 65 exploitables disposent d'un niveau de remplissage « globalement confortable » étant donné que leur réserve d'eau est « au-dessus de la moyenne inter annuelle », c'est-à-dire disposant d'un volume dépassant la moyenne de plusieurs années. « L'évolution des apports au niveau des barrages sur les cinq dernières années montre que les

plus importants apports sont enregistrés à partir du mois de janvier jusqu'au mois d'avril », poursuit-il. A ce propos, Necib note qu'aujourd'hui, « le pays se trouve dans une situation hydrique relativement sécurisée grâce à la politique qui a été suivie depuis l'an 2000 sous la haute autorité du président Abdelaziz Bouteflika, et ce, en dépit du fait que nous appartenons à une région sujette au stress hydrique et au changement climatique ». « De nombreux investissements ont été réalisés dans notre pays depuis l'an 2000 s'inscrivant dans une stratégie de sécurisation hydrique. Avec tous ces investissements engagés en matière de barrages, de grands transferts de dessalement, des stations de dépollution ainsi qu'avec toutes les réformes engagées dans le secteur, on peut dire qu'aujourd'hui,

notre pays se trouve dans une situation relativement sécurisée » en matière d'eau, soutient le ministre. A noter que le volume des barrages devra encore augmenter dans les jours à venir car selon un Bulletin météo spécial (BMS) de l'Office national de météorologie (ONM), des averses de pluie, parfois orageuses, affecteront durant toute la semaine plusieurs wilayas de l'Ouest du pays. Selon les prévisions de ONM, de fortes pluies et des chutes de neige sur les reliefs sont attendues. Les wilayas concernées par ce BMS sont: Tlemcen, Aïn Témouchent, Mascara, Saida, Sidi Bel-Abbès, Oran, Mostaganem, Relizane, Tiaret, Chlef, El-Bayadh, Naâma, Aïn Defla, Médéa, Boumerdes, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Stif et Bouira.

Thinhine Kouchi

LA QUESTION DU JOUR

La différence européenne

Suite de la page une

Les premiers ont déclaré qu'il s'agissait d'un premier pas, qui à lui seul ne saurait suffire par conséquent. Quant aux seconds, ils ont préféré ne pas en tenir compte, sachant que de toute façon il ne peut concerner que les PME/PMI européennes, pas les grandes, qui elles se sont désengagées de l'Iran dès la première mise en garde formulée par Washington. Les entreprises européennes qui vont défier leur interdit, ce sont celles qui estiment n'avoir aucune chance de pénétrer leur marché. Quant au reste, les Européens sont d'accord avec les Américains pour exiger des Iraniens qu'ils abandonnent leur programme balistique, comme ils ont mis fin à leur programme nucléaire, et qu'ils changent de politique dans leur région. Si donc l'Iran parvient malgré tout à briser le blocus que les Etats-Unis ont déjà commencé à dresser autour de lui, ce ne sera pas grâce à l'aide européenne. Pour ce qui est du Venezuela, les Européens, qui veulent toujours marquer leur différence d'avec les Américains, se seront contentés de reporter de huit jours une reconnaissance que les Américains ont faite le jour même de l'auto-proclamation. C'est qu'ils ont pour eux en l'occurrence de ne pas avoir reconnu la réélection de Maduro. Maintenant ils vont pouvoir faire tout en même temps que les Etats-Unis, du même pas qu'eux plutôt, pour déstabiliser celui-ci, sans devoir à tout moment traîner les pieds pour bien montrer qu'ils ne sont pas aux ordres de Donald Trump. Les Britanniques et les Français se sont engagés en Syrie dans la certitude qu'ils étaient que les Américains les aideraient à rééditer leur grand-œuvre de Libye. Et puis les Américains, sous Obama comme sous Trump, les ont laissés en plan. Les voilà maintenant obligés de retirer de Syrie et leurs soldats et leurs ressortissants terroristes. En tout cas, la France a déjà fait savoir qu'elle rappellerait tout le monde : soldats réguliers et terroristes. Qu'ils prennent garde à ne pas s'engager au-delà des objectifs américains au Venezuela. Les Américains n'envoient pas des troupes renverser Maduro, quoi qu'en ait John Bolton, qui lui peut se permettre d'entretenir l'ambiguïté à cet égard, n'ayant pas pour sa part une élection à remporter, dans pas longtemps désormais. Donald Trump si. Ce n'est pas le président qui contre l'avis d'à peu près tout le monde à Washington retire les troupes de Syrie, et diminue de moitié celles qui sont en Afghanistan, qui va en envoyer d'autres au Venezuela juste pour « restaurer » la démocratie dans ce pays. **M. H.**

Oran

Plus de 180 exposants au Salon de l'étudiant «Khotwa»

Plus de 180 exposants et près de 90 organismes professionnels prendront part à la 7^e édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives «Khotwa», lors de son escale dans la capitale de l'ouest prévue les 26 et 27 février prochains au Centre des conventions d'Oran (CCO), a-t-on appris des organisateurs.

Par Khelil Y.

Organisée par l'agence de communication «Win Advents Agency», cette manifestation verra la participation de quelque 180 exposants et près de 90 organismes professionnels dont de grandes écoles et académies. Quelque 350 formations y seront proposées, a-t-on précisé de même source. Ce salon de référence de l'orientation et de la formation sera itinérant et fera plusieurs étapes : Constantine en premier (19 février), Ouargla (21 février), Alger (23-24 février), Oran (26-27 février). Le salon offrira un espace d'information et de découverte sur les choix d'études, les formations et les opportunités qui peuvent s'offrir aux visiteurs qui seront orientés dans leurs plans de carrière et leurs projets futurs. Cette édition intervient dans un contexte de changement avec les réformes et les programmes



lancés par les ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et celui de la Formation professionnelle, ont souligné les organisateurs. Ce salon permettra la ren-

contre entre les acteurs nationaux et internationaux de l'enseignement supérieur et professionnel et de la formation, les organismes de soutien à l'entrepreneuriat et les dénicheurs de talents et recruteurs qui seront à l'accueil des étudiants, jeunes diplômés, demandeurs d'emploi et jeunes cadres, ont révélé les organisateurs. Des organismes de formation étrangers, des centres culturels et de grandes écoles internationales seront au rendez-vous ainsi que les trois grandes universités d'Oran : USTO Mohamed Boudiaf, l'Université d'Oran 1 Ahmed Benbella et l'Université d'Oran 2 (Mohamed Benahmed), de hautes écoles comme l'Ecole polytechnique d'Oran, l'Ecole préparatoire aux sciences et techniques d'Oran, entre autres. Quelque 80 000 personnes sont attendues à cette manifestation scientifique dans la ville d'Oran, a-t-on noté.

K. Y./APS

L'ambassadeur d'Egypte :

41 000 visas accordés aux Algériens l'année dernière

L'ambassadeur de la République arabe d'Egypte en Algérie, Aymen Mechrafa, a indiqué vendredi à Bordj Bou Arreridj que son pays «œuvre à relancer les échanges économiques entre les deux pays». «L'Egypte encourage ses opérateurs à investir en Algérie qui constitue un marché promoteur

qui dispose de beaucoup d'avantages et nous encourageons les opérateurs économiques algériens à investir en Egypte», a précisé le diplomate, au cours de sa visite au Groupe Condor, spécialisé en électronique et électroménager. Qualifiant d'«excellentes» les relations politiques algéro-égyptiennes, M. Mechrafa a indiqué

que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint 500 millions de dollars. De son côté, le président directeur général du Groupe Condor, Abderrahmane Benhamadi, a indiqué que son groupe «ambitionne d'augmenter ses exportations vers l'Egypte pour atteindre 10 millions de dollars», soulignant que l'Egypte

constitue «un portail pour 1 milliard de consommateurs de l'Est d'Afrique». Il a ajouté que «le Groupe Condor œuvre à bénéficier des compétences égyptiennes pour commercialiser les produits algériens». Par ailleurs, le diplomate a également relevé que des «facilitations» pour l'obtention du visa seront accordés aux supporters algériens dési-

reux de se rendre en Egypte à l'occasion de la Coupe d'Afrique des nations de football, prévue en Egypte du 21 juin au 19 juillet prochains. Il a, dans le même sens, relevé que l'ambassade d'Egypte en Algérie a accordé 41 000 visas aux Algériens l'année dernière.

O. Y.

Mila

14 blessés dans un accident de la circulation à Sidi Khelifa

QUATORZE personnes âgées entre 19 et 60 ans ont été blessées hier dans une collision entre trois véhicules sur la RN 5 a, dans la commune de Sidi Khelifa (wilaya de Mila), a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile. «Une violente collision s'est produite tôt ce matin entre un camion et un bus de voyageurs assurant la ligne Oran-Jijel et un véhicule», a précisé la même source, détaillant que la collision a engendré 14 blessés, dont 11 ont été transférés vers les urgences de l'hôpital d'Oued Al-Athamania après avoir reçu les premières secours sur place. Trois autres blessés ont été transférés aux mêmes services par des citoyens, a-t-on noté. Des dégâts matériels importants sont également à déplorer, a-t-on encore souligné.

H. Y.

Mostaganem

La stratégie militaire de l'Emir Abdelkader, thème d'un séminaire

«L'Emir Abdelkader» est le thème d'un séminaire national qu'abritera, mardi, l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, a-t-on appris hier des organisateurs. Cette rencontre verra la participation de plus de 20 communicants et chercheurs de différentes universités du pays. Elle donnera lieu à des communications et interventions sur divers thèmes comme «l'armée de l'Emir Abdelkader :

formation et place», «la stratégie de guerre dans la résistance algérienne (1832-1847)», «les infrastructures militaires», «les batailles livrées par l'Emir Abdelkader», «la position des tribus et leur relation avec l'Etat algérien moderne», entre autres. Plusieurs chercheurs prennent part à cette rencontre avec des exposés sur les batailles menées par l'Emir Abdelkader, dont celles de la forêt de Moulay Smaïl (1835), de la Mactâa

(1835), d'Oued Sakkak (1836) de Sidi Brahim (1845). Les communicants aborderont aussi les bastions, les citadelles et les ateliers de fabrication d'armes comme ceux de Taza et de Miliana ainsi que la Zmala de l'Emir Abdelkader. Ce séminaire, organisé par le département des sciences humaines de l'Université de Mostaganem, en collaboration avec le musée du moudjahid, vise à faire découvrir la stratégie militaire et de guerre

de l'Emir Abdelkader (1808-1883), son armée, ses moyens de lutte contre le colonisateur français. Organisée à l'occasion du 186^e anniversaire de la deuxième allégeance de l'Emir Abdelkader, le 4 février 1833, ce séminaire vise la préservation de la mémoire nationale, la protection de ses symboles et la mise en lumière des faits héroïques du fondateur de l'Etat moderne algérien.

Lyes D.

Parlement

L'APN arrête le calendrier de ses travaux pour le mois de février

Le bureau de l'Assemblée populaire nationale (APN) a arrêté le calendrier de ses travaux pour le mois de février, lequel comprend six projets de loi et des questions orales, a indiqué vendredi un communiqué de l'Assemblée. Les députés de la chambre basse du Parlement débattront de ces projets après présentation des exposés par les représentants

du gouvernement qui répondront à leurs préoccupations et examineront les rapports des commissions spécialisées, selon la même source. Il s'agira du projet de loi modifiant et complétant la loi 06-01 du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption prévu pour le mardi 5 février, du projet de loi relatif aux activités spatiales

(dimanche 10 février) et du projet de loi modifiant et complétant la loi 88-08 du 26 janvier 1988 relative aux activités de médecine vétérinaire et à la protection de la santé animale (lundi 11 février). Il sera également question de l'examen et du débat du projet de loi relatif aux règles générales de prévention des risques d'incendie et de panique programmé pour le

12 février, du projet de loi modifiant et complétant la loi N 98-06 du 27 juin 1998 définissant les règles générales relatives à l'aviation civile (17 février) qui sera suivi du débat du projet de loi relatif aux activités nucléaires. Le bureau de l'Assemblée a consacré les journées du 7 et du 21 février aux questions orales.

K. L.

Abdelkader Bouazgui, ministre de l'Agriculture

L'Algérie «a franchi d'importantes étapes» pour assurer sa sécurité alimentaire

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, a affirmé, samedi à Sidi Bel-Abbès, que l'Algérie a réussi à franchir d'importantes étapes pour assurer sa sécurité alimentaire.

Par Salem K.

Présidant l'ouverture de la «journée nationale sur les légumineuses alimentaires», au siège de la wilaya, en présence des représentants du conseil interprofessionnel de la filière des légumineuses et des agriculteurs locaux, le ministre a souligné que «l'Algérie a réussi, dans le cadre de la stratégie du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à développer le secteur de l'agriculture et à franchir de grandes étapes pour assurer sa sécurité alimentaire, une des constantes de la souveraineté nationale». M. Bouazgui a mis l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts de différents acteurs du secteur pour relever la production, répondre aux besoins alimentaires et assu-



culture des légumineuses. S'agissant de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, le ministre a fait savoir qu'elle constitue un pôle agricole par excellence. Elle occupe la 2^e place au niveau national en matière de production du lait, la 3^{ème} place en matière de production d'orge, la 5^{ème} place en production d'avoine outre différentes cultures comme elle est un pôle important de matériel agricole. Le ministre a écouté, lors de cette rencontre, les préoccupations des agriculteurs concernant notamment la disponibilité de l'eau et du machinisme. Abdelkader Bouazgui devait visiter, lors de cette tournée, une pépinière privée, une exploitation agricole de production de fruits relevant de la société algérienne de Metidja dans la commune de Tabia et une autre d'arboriculture fruitière de Tenira. Il devait aussi inspecter le complexe de matériel agricole «SAMPO-CMA» du chef-lieu de wilaya et le projet de réalisation du centre de formation et de vulgarisation agricole. S. K./APS

rer la sécurité alimentaire. «Depuis 2000, une réelle mobilisation nationale a été initiée au profit de l'agriculture et du développement rural à travers la mise en place d'un plan national de développement agricole. Il vise à améliorer les conditions de vie des populations rurales, préserver le patrimoine forestier, moderniser la pêche et le développement durable de l'aquaculture», a déclaré le ministre. «L'Etat a débloqué, dans ce cadre, plus de 3 000 milliards DA en mobilisant les différents mécanismes de soutien à travers l'ensemble du territoire national», a-t-il dit, tout en précisant que

«grâce à la politique de développement et la dynamique économique, le secteur de l'agriculture participe actuellement à hauteur de 12,3 PC du PIB et réalise une croissance de 3,25 PC, une valeur productive de plus de 3.216 milliards DA». Concernant la filière des légumineuses, le ministre a indiqué qu'elle représente une des matières stratégiques eu égard à son poids économique agricole, son importance dans le système de production et consommation locale qui touche 35 wilayas et emploie plus de 200 000 personnes. «La surface cultivée, l'année dernière, a dépassé les 112 000 has alors que la production a atteint 1,3 million de quin-

taux soit l'équivalent de 16 milliards DA, réalisant un taux de croissance de l'ordre de 60 PC par rapport à l'année 2010», a-t-il rappelé. Par ailleurs, Abdelkader Bouazgui a annoncé que son secteur aspire à intensifier la culture des légumineuses en assurant les ressources hydrique, des semences de bonne qualité, les machines et en encourageant les techniques de modernisation de la filière. Selon le même responsable, son département œuvre à réduire les terres en jachère en introduisant des légumineuses alimentaires. Dans ce cadre, il a signalé que plus de 78 000 ha de terres en jachère ont été récupérés dont 10 000 ha réservés à la

Banque africaine de développement

Présentation du rapport sur les perspectives africaines au sommet de l'UA en février

La Banque africaine de développement présentera l'édition 2019 du rapport «Perspectives économiques en Afrique» en marge du prochain sommet de l'UA, a indiqué la BAD dans un communiqué publié sur son site web. «La Banque africaine de développement présentera l'édition 2019 du rapport Perspectives économiques en Afrique en marge de la 32^e session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, vendredi 8 février 2019 à Addis Abeba», a-t-elle précisé. Le thème retenu cette année est «l'intégration pour la prospérité économique de l'Afrique». Le rapport met en lumière les perspectives économiques et les projections de croissance de l'ensemble du continent et de chacun

des 54 pays, note la BAD. Le rapport offre des prévisions à court et moyen termes sur l'évolution des principaux facteurs socio-économiques tels que l'emploi, et fait le point sur les défis et les progrès enregistrés. «Perspectives économiques en Afrique» est le fruit des travaux et analyses des experts économistes de la Banque. Il s'agit d'un outil pour les décideurs, universitaires, investisseurs, experts en finance et aussi pour la presse. Ce rapport est «largement utilisé pour étayer les décisions politiques et améliorer l'efficacité opérationnelle des institutions», souligne la BAD. Après une croissance de 2,1% en 2016, l'économie de l'Afrique s'est rétablie à 3,6% en 2017 et 3,5% en 2018. L'Afrique de l'Est est en tête avec une crois-

sance du PIB estimée à 5,7% en 2018, suivie de l'Afrique du Nord à 4,9%, de l'Afrique de l'Ouest à 3,3%, de l'Afrique centrale à 2,2% et de l'Afrique australe à 1,2%. En 2019, 40% des pays africains devraient enregistrer une croissance d'au moins 5%. Toutefois, il a été relevé des «risques externes» liés, entre autres, à la volatilité des cours des matières premières, au manque de diversification des produits, à la sécurité et à la maîtrise de la dette. «L'enjeu consiste à atteindre le chemin d'une croissance supérieure qui soit inclusive et favorable à l'emploi» dans un continent où la population en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard en 2030, avait souligné la BAD dans son rapport. Yanis F.

Autonomisation des femmes et des jeunes filles au Bénin

La Banque mondiale octroie 90 millions de dollars

La Banque mondiale a décidé d'octroyer 90 millions de dollars, pour aider le gouvernement béninois à améliorer le développement humain pour, à plus long terme, tirer profit d'un dividende démographique, annonce un communiqué de l'institution financière internationale publié vendredi soir à Cotonou. Selon la même source, ce financement additionnel en faveur du Projet régional sur l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le Sahel, représente un investissement important qui bénéficiera davantage aux communautés pauvres des zones rurales du Bénin. «Il vise à soutenir la demande de services relatifs à la santé de la

reproduction, de la mère, du nourrisson, de l'enfant et de l'adolescente et la nutrition», indique le même communiqué. De même, souligne la même source, ce financement servira également à renforcer les capacités et à augmenter le nombre de personnels de soins qualifiés et la mise à disposition de produits essentiels, comme les contraceptifs, dans les zones les plus isolées. Selon le même communiqué, le nouveau projet est aligné sur le Programme d'actions du gouvernement (PAG), conçu pour stimuler le développement du pays grâce au renforcement de son capital humain. «Il s'inscrit également dans le cadre du partenariat du Groupe de la

Banque mondiale avec le Bénin pour la période 2018-23, qui vise à donner davantage de leviers économiques aux femmes, en intégrant des activités en leur faveur dans toutes ses opérations». «Cet investissement important répond à la volonté du gouvernement béninois d'augmenter le nombre de bénéficiaires et d'enclencher un changement radical dans le pays. Nous nous réjouissons de l'engagement des plus hautes autorités nationales en faveur de ce nouveau projet, qui s'inscrit pleinement dans les priorités du pays», précise Katrina M. Sharkey, représentante résidente de la Banque mondiale au Bénin, cité dans le communiqué. M. L.

Production
Le Nigeria pourrait devenir le plus grand producteur africain de maïs en 2019

LE NIGERIA pourrait détrôner en 2018-2019, l'Afrique du Sud comme numéro un africain de la production de maïs, selon les données récentes du Conseil international des céréales (IGC). Le pays le plus peuplé du continent devrait se diriger vers une production de 11 millions de tonnes alors que la récolte de l'Afrique du Sud est prévue provisoirement pour varier entre 10,4 et 10,7 millions de tonnes. Pour le chargé de la recherche dans l'agro-business à la Chambre des entreprises agricoles (Agbiz), Wandile Sihlobo, cette situation tient surtout à la sécheresse qui a réduit les ensemencements en Afrique du Sud (-2% par rapport à 2017-2018) plutôt qu'à des progrès du côté du Nigeria. En effet, d'après l'expert, le géant ouest-africain devrait afficher un rendement de 1,6 tonne/hectare en 2018-2019, soit un niveau plus de deux fois inférieur à celui estimé pour la Nation arc-en-ciel (4,6 tonnes/hectare). En 2017-2018, le Nigeria a produit 14% du stock total de maïs d'Afrique subsaharienne sur 6,5 millions d'hectares. Pour sa part, l'Afrique du Sud a récolté 20% du volume en utilisant uniquement 2,6 millions d'hectares grâce à des améliorations technologiques dont l'utilisation de semences génétiquement modifiées. R. E.

Il envisage d'évoquer «l'urgence nationale»

Trump veut contourner le Congrès et ériger le mur frontalier

■ Le président américain Donald Trump a indiqué vendredi qu'il pourrait prochainement déclarer une «urgence nationale» pour contourner le Congrès et construire le mur qu'il veut ériger à la frontière avec le Mexique.

Par Lamine B.

«**J**e pense qu'il y a de bonnes chances que nous devions faire cela», a déclaré M. Trump lors d'un échange avec des journalistes à la Maison-Blanche à l'issue d'une réunion sur le trafic d'êtres humains. Fera-t-il cette annonce à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union mardi soir devant le Congrès réuni au

grand complet? Sans répondre explicitement, le locataire de la Maison-Blanche a clairement laissé entendre que cela pourrait être le cas. «Écoutez attentivement le discours», a-t-il lancé dans un sourire. Ne craint-il pas que cette décision soit immédiatement attaquée en justice? «Nous avons des bases juridiques très solides», a-t-il répondu. Pour sortir du «shutdown» le plus long de l'histoire américai-

ne, Donald Trump a fini par céder fin janvier face à ses adversaires politiques en acceptant le financement temporaire des services fédéraux sans que le moindre dollar ait été débloqué pour le mur. Mais le répit prendra fin le 15 février. D'ici là, les républicains – qui contrôlent le Sénat – et les démocrates du Congrès doivent trouver un compromis budgétaire de longue durée. Les discussions



Ph. > D. R.

butent une nouvelle fois sur le financement du mur contre lequel les démocrates sont unis. Réaffirmant sa conviction que les discussions en cours au

Congrès étaient vaines, M. Trump a une nouvelle fois accusé ses adversaires de faire de petits calculs politiques au détriment de la sécurité nationale.

«Nous n'allons nulle part avec les démocrates», a-t-il lancé. «Ils veulent faire de ce débat un argument de campagne (pour la présidentielle de 2020) mais je ne pense pas que cela fonctionne politiquement». La présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a réaffirmé jeudi qu'il n'y aurait «pas un sou» pour le mur dans la loi de financement qui sortira des négociations en cours.

L. B./APS

Djibouti

58 morts dans le naufrage de migrants

Le bilan du naufrage mardi de deux embarcations de migrants surchargées au large de Djibouti s'est alourdi à 58 morts, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Lalini Veerassamy, la chef de mission de l'OIM à Djibouti, a indiqué par message que le nombre de victimes était de «58». Un précédent bilan donné par la même source jeudi faisait état de 52 morts.

Le naufrage a eu lieu mardi environ 30 minutes après que les bateaux surchargés eurent quitté, par une mer agitée, la localité de Godoria, à quelques dizaines de kilomètres au nord d'Obock, pour se rendre au Yémen, selon l'OIM. Quinze survivants, majoritairement des Ethiopiens, avaient pu être sauvés. Le détroit de Bab al-Mandeb, qui sépare Djibouti du Yémen a la particularité de voir des bateaux de migrants passer dans

les deux sens: des migrants fuyant la guerre au Yémen croisent des bateaux remplis de migrants africains en quête de travail dans la péninsule arabique via une route passant par le nord du Yémen.

Situé près de la Somalie et de l'Éthiopie, Djibouti est devenu ces dernières années un point de transit important pour les migrants. Mais les traversées se sont souvent révélées périlleuses.

M. B.

Italie

Le navire «Sea-Watch» bloqué en Sicile par les garde-côtes

Les garde-côtes italiens ont annoncé vendredi avoir bloqué dans le port de Catane, en Sicile, le navire «Sea-Watch 3», arrivé la veille avec 47 migrants à bord pour une série de «non conformités» dans divers domaines.

Des militaires italiens spécialisés dans le domaine de la sécurité de la navigation «sont montés à bord du «Sea Watch 3» pour effectuer une vérification technique des conditions du navire du point de vue de l'UNCLLOS, la convention de

l'ONU sur le droit de la mer», indique un communiqué des garde-côtes. «Au cours de l'inspection du «Sea Watch 3», un navire certifié comme «pleasure yacht» (navire de plaisance), (...) une série de non conformités concernant aussi bien la sécurité de la navigation que le respect des règles en matière de protection de l'environnement marin ont été relevées, ne permettant pas le départ du navire tant qu'elles ne seront pas résolues», indique la même source. Les garde-côtes affirment avoir informé les

Pays-Bas, pays dont le «Sea Watch 3» bat pavillon, précisant que ces non conformités devront être résolues en coopération avec La Haye et les autorités compétentes italiennes - les garde-côtes et le commandement des capitaineries de ports. «Tant qu'elles ne seront pas résolues, l'unité ne pourra pas quitter le port de Catane», conclut le communiqué.

L'équipage du navire craignait un développement de cette nature quand il a reçu l'ordre de se diriger vers Catane, une ville sici-

lienne dont le procureur «n'a pas une histoire très amicale avec les ONG», avait déclaré jeudi Kim Heaton-Heather, chef de mission à bord. «Mais nous sommes tous absolument convaincus que nous n'avons rien fait de mal. Que nous avons respecté la loi à la lettre», a-t-il ajouté. Le navire reste donc bloqué pour le moment mais pas pour une raison judiciaire, comme l'ONG le craignait, mais pour des raisons plus techniques, voire administratives. Un peu plus tôt dans la matinée, l'ONG avait déploré le

fait d'être obligé de rester à Catane «pendant la nuit», ne sachant pas encore qu'elle y resterait probablement bien plus qu'une nuit.

«Obligés de rester à Catane pendant la nuit, le changement d'équipage prévu n'a pas été autorisé. A bord, la police n'arrête pas de nous demander des informations. Pendant ce temps il n'y a plus de navires civils en Méditerranée pour porter secours» aux migrants, a déploré «Sea Watch» sur Twitter.

Yanis G.

Inde

Manifestation contre un projet de loi accordant la citoyenneté aux réfugiés

Des milliers de personnes ont manifesté mercredi à Tripura (Nord-Est de l'Inde) contre un projet de loi qui vise à accorder la citoyenneté à des réfugiés appartenant aux groupes minoritaires issus du Bangladesh, du Pakistan et de l'Afghanistan.

Soulevant des slogans contre le gouvernement dirigé par le parti Bharatiya Janata (BJP), les manifestants réclamaient le retrait immédiat du projet de loi controversé. Ils s'opposent au fait que le texte permet d'accorder la citoyenneté à des migrants, qu'ils accusent de prendre le travail des populations locales. Ils craignent également que le projet de loi ne mette en péril la démographie

des peuples autochtones dans les différentes régions du pays.

Le rassemblement a eu lieu un lendemain de la décision de 11 partis de l'opposition de faire appel au gouvernement central pour qu'il annule cette législation.

Ils ont convenu d'envoyer une délégation pour rencontrer le Premier ministre Narendra Modi et le président Ram Nath Kovind afin de supprimer le projet de loi adopté à la chambre basse du Parlement (Lok Sabha) le 8 janvier.

Le projet de loi controversé permet d'accorder la citoyenneté indienne aux réfugiés appartenant à diverses communautés religieuses à l'exception des musulmans.

R.M.

France

Nouvelle évacuation d'un camp de migrants

Une opération de mise à l'abri a débuté jeudi dans un campement de migrants, en majorité originaires d'Erythrée et du Soudan, installé dans le nord de Paris, la quatrième opération de ce type depuis la semaine dernière, ont rapporté les médias. Vers 06h45 GMT, les migrants se dirigeaient vers les premiers bus prêts à les emmener vers des centres d'hébergement, essentiellement des gymnases, en région parisienne.

Environ 190 personnes avait été recensées mercredi sur ce campement, selon la préfecture de région qui organisait cette mise à l'abri avec la ville de Paris et des associations.

Le campement, enclavé sous le périphérique parisien, était assez récent et très insalubre, avec des tentes serrées entre les

pires d'un rond-point. Il comptait quelques centaines de migrants originaires essentiellement d'Afrique subsaharienne et de la Corne de l'Afrique.

Dès 06h00 GMT, des bénévoles sont passés entre les tentes pour inciter les migrants à prendre tous leurs vêtements et surtout leurs papiers. «Vous ne pouvez pas revenir», ont-ils expliqué aux migrants qui, à l'inverse des autres opérations menées ces derniers jours, n'avaient visiblement pas été mis au courant de l'opération.

Alad, un Soudanais de 23 ans, ramasse les vêtements dans sa tente sans trop savoir de quoi la suite sera faite. «Ma demande d'asile a été rejetée, j'ai quitté le foyer à Angoulême (sud-ouest de la France) et depuis un mois je dors là. Je

n'ai pas le droit de rester, mais je ne peux pas retourner au Soudan non plus. C'est compliqué», soupire le jeune homme cité par les médias.

Cette opération est la quatrième menée depuis une dizaine de jours, après trois autres qui ont permis la mise à l'abri de 800 personnes au total.

Face à la résurgence du phénomène des campements de migrants dans le nord de Paris, les autorités ont annoncé qu'elles comptaient intensifier les opérations de ce type, avec 1 200 places mobilisées au total. Plusieurs associations se sont inquiétées mercredi de l'insuffisance de ce dispositif laissant, selon elles, «1 200 personnes (...) à la rue faute de volonté politique de l'Etat».

Souad F.

-Persistence de la Commission européenne à conclure l'accord commercial avec le Maroc-

Sidati : «Un crime et une agression contre un Etat»

■ Dans une déclaration aux médias sahraouis, M. Sidati a indiqué que la récente décision de la Commission européenne «est un acte d'agression contre un Etat membre de l'UA et de pillage des ressources du peuple sahraoui»...

Par Hatem B.

Le membre du Secrétariat national du Front Polisario, ministre délégué pour l'Europe, Mohamed Sidati, a estimé que «l'odieuse campagne» orchestrée par la Commission européenne pour faire passer l'accord commercial de libre-échange avec l'occupant marocain, incluant illégalement le Sahara occidental occupé, n'était rien d'autre que «le cautionnement d'un crime de pillage et d'un hold-up au sens propre du terme», contre un Etat membre de l'Union africaine (UA).

Dans une déclaration, jeudi soir aux médias sahraouis, M. Sidati a indiqué que la récente décision de la Commission européenne «est un acte d'agression contre un Etat membre de l'UA et de pillage des ressources du peuple sahraoui», relevant la grande contradiction au sein d'un ensemble de pays européens, qui ont participé, la semaine écoulée à Bruxelles, aux côtés de la République sahraouie, à la dernière réunion ministérielle entre l'Union européenne (UE) et l'UA.

Il s'est interrogé, à ce propos, comment la Commission européenne peut-elle valider des accords si fragiles juridiquement, voire en totale contradiction avec la Cour de justice européenne de l'UE (CJUE).

Pour M. Sidati, cette insistance de la part de la Commission européenne constitue «un défi évident aux décisions de la CJUE et au Droit international», ce qui la met, une fois encore, en position de contradiction avec les positions maintes fois exprimées par la responsable des affaires étrangères de l'UE, quant à son soutien aux efforts de l'Envoyé onusien au Sahara occidental,

Horst Kohler et au processus mené par l'Organisation des Nations unies (ONU), en vue de parvenir à une solution politique pacifique garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Par ailleurs, le responsable sahraoui a tenu à rendre hommage au peuple sahraoui pour sa détermination à arracher ses droits légitimes garantis par le droit international et sa résilience face à toutes les manœuvres à travers lesquelles la Commission européenne et le Maroc visent à légitimer le pillage de ses ressources naturelles.

«Le vote du Parlement européen est intervenu après un long processus de négociations entre l'UE et les autorités marocaines pour contourner la décision de la CJUE et se dérober à l'obligation d'obtenir l'accord du peuple sahraoui, tel que stipulé par les arrêts de cette dernière».

Le Parlement européen a validé un rapport «partiel» approuvant l'accord UE-Maroc élaboré par l'ancienne rapporteur de la commission du commerce international (INTA), Patricia Lalonde, contrainte à la démission en décembre 2014 après avoir fait l'objet d'une enquête, suite à des informations faisant état de son implication avec d'autres députés



européens dans une affaire de «conflit d'intérêt et d'infractions au code de conduite au PE», en sa qualité de membre, non déclaré, du Conseil d'administration d'une fondation pro-

marocaine euromeda.

Le vote n'a pas été précédé d'un débat général au Parlement, et ce, suite au rejet de la demande introduite par le groupe des verts et l'alliance des libéraux

pour l'inscription d'un débat préalable au vote à l'ordre du jour de la séance plénière tenue le 14 janvier 2019.

H. B./APS

Libye

Nombreuses coupures de courant suite à des affrontements dans le sud

La Compagnie générale d'électricité, contrôlée par l'Etat libyen, a annoncé vendredi que des affrontements entre les forces armées et les éléments de l'opposition tchadienne ont provoqué des coupures de courant dans la région.

Les affrontements ont endommagé des circuits électriques dans la région, provoquant des coupures dans plus d'une dizaine de villes, a expliqué la compagnie dans un communiqué.

«Les équipes de maintenance sont prêtes à réparer les dégâts dès que les conditions de sécurité s'amélioreront», poursuit le communiqué. Un officier de l'armée, cité par l'agence Chine nouvelle, a indiqué que des unités ont répondu à une attaque de militants de l'opposition tchadienne, dans le sud de la Libye, vendredi matin, tuant et blessant plusieurs soldats de l'armée.

L'armée établie à l'est du pays, conduite par M. Khalifa Haftar, a lancé une opération

militaire contre le terrorisme et la criminalité dans le sud, mi-janvier. La même source indique que la campagne va continuer «tant que le terrorisme, la criminalité et l'opposition tchadienne n'auront pas été éradiqués de la totalité du sud libyen».

L'armée est alliée au gouvernement établi à l'est du pays, alors que le pays est politiquement divisé entre deux gouvernements, à l'est et à l'ouest, qui se disputent la légitimité.

Omar T.

Tunisie

Rassemblement de parents d'élèves à Tunis contre une grève des enseignants

Des centaines de parents d'élèves se sont rassemblés vendredi dans le centre de Tunis pour protester contre la grève observée dans la plupart des lycées tunisiens et pour réclamer la reprise normale des cours dans l'intérêt de leurs enfants.

Affilié à l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), un syndicat de l'enseignement secondaire mène depuis des mois un mouvement de protestations pour réclamer notamment une hausse des salaires, des primes, ou encore l'application d'accords conclus avec le gouvernement concernant la mise en œuvre de promotions.

Les mobilisations à répétition des enseignants ont perturbé l'année scolaire, la plupart d'entre eux n'ayant pas organisé d'exams au premier trimestre ni donné de bulletins de notes, pour faire pression sur le gouvernement et obtenir une reprise des négociations avec le syndicat.

«L'avenir de nos enfants est une ligne rouge !», «Yakoubi dégage !», ont notamment scandé des parents d'élèves, en référence à Lassad Yakoubi, secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire, responsable, selon des manifestants, de la perturbation des cours dans les lycées en Tunisie.

A l'approche des examens du deuxième trimestre, les parents d'élèves craignent surtout une «année blanche», sans aucune note. Eux aussi en colère contre le mouvement des enseignants, des lycéens ont organisé ces dernières semaines des manifestations dans plusieurs villes de Tunisie pour réclamer que les cours reprennent normalement.

Tunisie : un dysfonctionnement de pacemakers découvert par le fournisseur d'une marque

Les malades porteurs de pacemaker sont appelés à se présenter aux services de cardiologie et des maladies vasculaires en raison d'un dysfonction-

nement de ces stimulateurs cardiaques découvert par le fournisseur d'une des marques de groupes industriels, a indiqué le ministère de la Santé tunisien vendredi.

Le fournisseur international, de la marque Medtronic, de ces stimulateurs cardiaques a publié récemment un communiqué dans lequel il porte connaissance aux malades qu'un léger dysfonctionnement a été découvert dans certains lots commercialisés dans plusieurs pays dont la Tunisie entre le 10 mars 2017 et le 7 janvier 2019.

Cette initiative préventive a été prise par le ministère de la Santé et l'Association tunisienne

de chirurgie thoracique, cardiaque et vasculaire.

Le nombre de porteurs de stimulateurs cardiaques s'élève à 157 000 personnes dans le monde.

Le stimulateur cardiaque, ou pacemaker, ou pile cardiaque, est un dispositif implanté dans l'organisme, fournissant des impulsions électriques destinées à stimuler les muscles cardiaques en permettant ainsi, par exemple, d'accélérer la pulsation du cœur lorsqu'il est trop lent.

Si une bradycardie est détectée, l'implantation d'un stimulateur cardiaque est nécessaire pour rétablir un rythme cardiaque normal.

May T.



Nucléaire

Washington va quitter un traité au risque d'une course aux armements avec Moscou

■ Les Etats-Unis ont mis vendredi à exécution leur menace de se retirer d'un traité de désarmement nucléaire crucial avec la Russie, accusée de violer ce texte signé lors de la Guerre froide, au risque d'une nouvelle course aux armements.

Par Rima C.

«**D**emain les Etats-Unis vont suspendre leurs obligations dans le cadre du traité INF sur les armes nucléaires de portée intermédiaire, et lancer le processus de retrait», a annoncé Donald Trump dans un communiqué. Le retrait sera effectif «dans six mois, à moins que la Russie respecte ses obligations en détruisant tous ses missiles, lanceurs et équipements qui violent le texte», a ajouté le président américain. Moscou, qui rejette des accusations «sans fondement», a aussitôt dénoncé la «stratégie des Etats-Unis» qui consiste à ses yeux à «s'affranchir de leurs obligations juridiques internationales». Les premières accusations de violations russes avaient été lancées sous la présidence de Barack Obama, en 2014, et l'actuel locataire de la Maison-Blanche avait dès octobre évoqué une sortie de ce traité signé en 1987 entre l'URSS et Washington pour abolir les missiles terrestres d'une portée de 500 à 5 500 km. Début décembre, depuis Bruxelles et avec le soutien de l'Otan, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo avait donné à la Russie

60 jours, jusqu'à hier 2 février, pour démanteler ses nouveaux missiles de longue portée violant le traité selon les Américains et l'Alliance atlantique. Faute de quoi, il avait menacé de lancer la procédure de retrait. Les nombreuses discussions des deux derniers mois n'ont permis aucun progrès. Et peu d'observateurs envisagent une percée d'ici le retrait définitif des Américains, début août. «La Russie a mis en danger la sécurité de millions d'Européens et d'Américains, et nous ne pouvons plus être entravés par un traité pendant que la Russie le viole éhontément», a lancé vendredi Mike Pompeo, estimant que cela plaçait l'armée américaine en position défavorable. Les autorités russes ont accusé vendredi les Etats-Unis de chercher «l'épuisement économique» de la Russie «via une nouvelle course aux armements». La présidente démocrate de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi, a aussi mis en garde contre une décision qui plongerait «les Etats-Unis dans une dangereuse course aux armements». «Les violations éhontées de ce traité par la Russie sont très inquiétantes, mais renoncer à un pilier

essentiel de notre cadre de non prolifération crée des risques inacceptables», a-t-elle estimé, appelant le gouvernement américain à tout faire pour éviter une telle issue. «S'il y a une course aux armements, c'est la Russie qui l'a lancée», a répondu un haut responsable américain, soulignant aussi que le traité ne concernait même pas les missiles chinois ou iraniens. L'Otan a appuyé «pleinement» la «démarche» américaine. «La France appelle la Russie à utiliser la période des six mois pour revenir pleinement en conformité du traité», a renchéri le ministre français des Affaires étrangères dans un communiqué, défendant un «dialogue approfondi» avec Moscou. Mike Pompeo a assuré que Washington était «prêt» à continuer de discuter avec la Russie «au sujet du désarmement pour des négociations qui renforcent la sécurité des Etats-Unis et de leurs alliés», à condition que les résultats puissent être «mis en œuvre et vérifiés». «C'est leur dernière chance», a tranché un haut responsable américain. Selon la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, la Russie est «toujours d'accord pour mener un dialogue sur le traité INF». Mais elle a annoncé une «riposte» en



cas de retrait définitif des Américains. Le président russe Vladimir Poutine a d'ores et déjà promis de développer, dans un tel cas de figure, de nouveaux missiles balistiques de portée intermédiaire. Eugene Rumer, ancien du renseignement américain, souligne que «ni l'administration Trump ni le gouvernement russe ne semblent être intéressés par la sauvegarde de ce traité signé à la fin de la Guerre froide par le dernier dirigeant soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, et le président américain de l'époque, Ronald Reagan». «Chacun a ses raisons», ajoute cet expert au

cercle de réflexion Carnegie : Donald Trump «n'aime pas les traités qu'il n'a pas négociés» et s'est déjà retiré de plusieurs accords internationaux ; quant aux Russes, «l'effondrement de l'Union soviétique et l'élargissement de l'Otan ont fondamentalement changé la géographie de leur perception de la menace». Les experts «feraient mieux de renoncer à leurs appels en faveur du traité INF et de regarder ce qui a changé», affirme Eugene Rumer, pour bâtir un nouveau cadre de désarmement moins «obsolète» et plus adapté au XXI^e siècle. R. C.



Points chauds

Mur

Par Fouzia Mahmoudi

Donald Trump avait fait durant sa campagne présidentielle en 2016 du «mur» qui doit séparer les Etats-Unis de l'Amérique Latine une promesse que peu espéraient qu'il tiendrait tant sa faisabilité est délicate. Pourtant, aujourd'hui président, Trump fait du «mur» un objectif primordial pour lequel il est prêt à paralyser une partie de son pays. En effet, il y a quelques semaines, le président américain avait assumé paralyser les administrations de son pays en refusant de signer le budget fédéral tant que les démocrates n'accepteraient pas d'y inclure la somme pour la construction du mur. Un bras de fer qui avait duré des semaines et qui risque de se reproduire dès le 15 février prochain. Mais plutôt que d'essayer de convaincre ou forcer les démocrates à accepter son mur, le président américain a indiqué cette semaine qu'il pourrait prochainement déclarer une «urgence nationale» pour contourner le Congrès et construire le mur qu'il veut ériger à la frontière avec le Mexique. «Je pense qu'il y a de bonnes chances que nous devions faire cela», a déclaré Donald Trump lors d'un échange avec des journalistes à la Maison-Blanche, à l'issue d'une réunion sur le trafic d'êtres humains. Cette annonce pourrait avoir lieu à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union mardi soir prochain devant le Congrès réuni au grand complet. Sans répondre par l'affirmative, le président américain a clairement laissé entendre que cela pourrait être le cas. «Ecoutez attentivement (le discours)», a-t-il lancé. Pour sortir du «shutdown» le plus long de l'histoire américaine, Donald Trump a fini par céder fin janvier face à ses adversaires politiques en acceptant le financement temporaire des services fédéraux sans que le moindre dollar ait été débloqué pour le mur. Mais le répit prendra fin le 15 février. D'ici là, les républicains, majoritaires au Sénat, et les démocrates du Congrès, doivent trouver un compromis budgétaire de longue durée. Les discussions butent une nouvelle fois sur le financement du mur contre lequel les démocrates sont vent debout. Reste à voir si cette solution que semble avoir trouvée Donald Trump pour contourner les démocrates sera finalement applicable ou si cela ne sera qu'un nouveau vœu pieux renvoyant son projet de mur aux calendes grecques. F. M.

Etats-Unis

Le mercure remonte après une vague de froid extrême

Le nord des Etats-Unis retrouvait vendredi des températures de saison après le passage d'une vague de froid historique qui a fait une vingtaine de morts en une semaine avant de terminer sa course sur la côte Atlantique. Les régions du «Midwest» et des Grands lacs ont battu ces derniers jours des records de basses températures en ressentant avec -53°C enregistrés dans le Minnesota, -51 dans le Wisconsin, -50 dans l'Iowa et -48 dans l'Illinois. L'air polaire a fait geler une partie des célèbres chutes du Niagara, à la frontière américano-canadienne, et selon la météo, près de la moitié des eaux des Grands lacs étaient recouvertes de glace, perturbant le trafic des bateaux entre le Canada et les Etats-Unis. Entre 17 et 21 décès liés à la vague de froid ont été enregistrés, selon les médias citant un bilan officiel provisoire. La masse d'air descendue de l'Arctique a provoqué des coupures d'eau et d'électricité, des perturbations dans les transports et de nombreux accidents. A Madison, dans le Wisconsin, un habitant a mis le feu jeudi à sa voiture bloquée par le gel en tentant de réchauffer le sol avec le charbon ardent, selon les pom-

piers locaux. Le trafic aérien revenait à la normale après l'annulation de plusieurs milliers de vols sur tout le territoire cette semaine. «La majorité de nos passagers ont pu changer leurs billets», a assuré à l'AFP un porte-parole de la compagnie American Airlines. Chicago, troisième ville du pays, a connu mercredi -29 degrés, tout proche du record de janvier 1985 (-32). La métropole, surnommée la «Ville des vents», connaissait vendredi des températures proches des normales saisonnières avec -9 degrés alors qu'un redoux était attendu. «Dans certaines régions du Midwest, la remontée des températures sera le réchauffement le plus extrême jamais vu en si peu de temps», a estimé pour l'AFP, Jeff Masters, météorologue de la société Weather Underground. L'agence fédérale de gestion des urgences (Fema) a émis un bulletin d'alerte sur le risque d'inondations avec la fonte rapide de la neige. Dans la région des chutes du Niagara, les autorités ont mis en garde contre une montée des eaux à cause des blocs de glace qui ralentissent le débit des rivières. Dans l'Illinois, une centrale nucléaire a déversé de l'eau chaude dans une rivière pour accélérer la fonte

de la glace et éviter les inondations. Le mauvais temps a atteint vendredi l'est du pays. Plusieurs centimètres de neige ont recouvert la région de Washington, entraînant la fermeture totale ou anticipée de nombreuses écoles. En Nouvelle Angleterre et en Pennsylvanie, qui enregistraient encore à certains endroits des températures sous les -15 degrés, les prévisions annonçaient une nette amélioration cette semaine. La région de Buffalo, à l'extrême nord-ouest de l'Etat de New York, a été particulièrement touchée depuis mercredi. Trois personnes sont mortes de froid, dont un sans-abri retrouvé à un arrêt de bus, et deux personnes décédées alors qu'elles déblayaient la neige. Une autre région toujours au ralenti vendredi était celle de Pittsburgh. De nombreuses écoles étaient fermées et des routes étaient impraticables pour cause de verglas. Plusieurs centimètres de neige sont tombés dans la journée. Mais partout, on s'attend maintenant à un dégel rapide, avec des températures attendues au-dessus de 10 degrés Celsius dans de nombreuses régions du nord-est en début de semaine prochaine.



Alger/Complexe olympique

Aït Menguellet anime un concert au profit des enfants malades



Par Adel S.

Devant des milliers de fans, le spectacle d'Aït Menguellet qui s'est déroulé à la coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf, a drainé entre 15 000 et 20 000 spectateurs, selon les estimations de la police. Lounis Aït Menguellet, connu pour son engagement pour les causes caritatives et humanitaires, a déclaré au public que «les recettes de la billetterie du concert seront reversées à des associations d'aide aux enfants handicapés et aux cancéreux d'Alger et de Tizi Ouzou».

Organisé par l'Office national des droits d'auteur et droits voi-

sins (Onda), en collaboration avec des partenaires privés, le concert était une occasion pour le public – qui s'est acquitté d'une somme de 1 500 DA – pour retrouver son idole «ciseleur du verbe», comme se plaisent à le surnommer ses fans. Accompagné par des musiciens dont son fils Djaâfar, également chanteur et multi-instrumentaliste, Aït Menguellet a gratifié le public, trois heures et demie durant, de plusieurs chansons puisées de son répertoire riche de plus de 200 titres, dans une ambiance festive «exceptionnelle», marquée par une «parfaite» organisation, selon les propos du public. Ouvrant le bal avec «Yennayer», une chanson célé-

■ Le poète et interprète de chanson kabyle, Lounis Aït Menguellet, a animé vendredi soir à Alger un grand concert dont les recettes seront reversées aux associations caritatives pour financer leurs actions d'aide aux enfants malades.

brant le nouvel an amazigh 2969, fêté officiellement le 12 janvier dernier dans toute l'Algérie, Aït Menguellet a gratifié ses fans d'une quinzaine de chansons, revisitant ainsi son répertoire musical et son parcours artistique, illustré à travers des images défilées en arrière-plan. Impressionné par ses textes éloquentes et ses mélodies entraînant, le public qui s'est laissé déhancher à longuement ovationné l'artiste qui a interprété notamment «Svar a yuliv» (Sois patient mon cœur) et «JSK», chanson phare dédiée au club de football «fétiche» des supporters de Kabylie.

Vêtu de sa traditionnelle chemise noire, Aït Menguellet a semé la joie parmi le public de la Coupole qui a vibré aux rythmes folkloriques, soutenus par des d e h a n c h e m e n t s «spectaculaires» et des youyoups nourris des femmes, nombreuses à assister à ce gala cari-

taf. Avant la fin du concert, le temps d'une pause, l'artiste a été honoré par les représentants de deux associations de Tizi Ouzou, auxquelles une partie des recettes de la billetterie sera reversée.

A l'occasion de la célébration de ses 50 années de carrière, Aït Menguellet a organisé en mars 2017 un événement dont les recettes de la billetterie ont été reversées à l'Association «Fedjr» d'aide aux personnes atteintes de cancer. Compositeur et auteur d'une vingtaine d'albums dont «Tiregwa» (1999), «Yenna-d wemghar» et «Tawriqt tacebhant» (La page blanche, 2010), Aït Menguellet est réputé pour ses textes engagés et élaborés, faisant de lui un des artistes les plus populaires en Algérie et à l'étranger, où il accède à la célébrité grâce à son engagement pour la culture et l'identité amazighes. A travers ses textes, l'artiste évoque les travers de la

société, clame la fraternité, le pardon et l'amour et dénonce l'injustice. Sa première apparition sur scène remonte à la fin des années 1960 avec «Ma trud ula d nek kter» (Si tu pleures, moi je pleure encore plus), titre de sa première chanson dévoilée lors de l'émission «Ighanayen uzekka» (Les chanteurs de demain) sur la Chaîne II de la Radio publique. Après avoir subi une intervention chirurgicale à cœur ouvert en janvier 2015, Lounis a marqué son retour six mois après par une tournée nationale pour promouvoir son album «Isefra» (Les poèmes), sorti une année plus tôt. Aït Menguellet sort en avril 2017 «Tudert nni» (Une certaine vie), dernier album dans lequel l'artiste rend hommage dans la chanson «I w aggad-iw» (Aux miens) à son public qui l'a soutenu durant son parcours artistique.

A. S./APS

Concert de piano à Alger

Les passerelles culturelles algéro-hongroises dans l'œuvre de Béla Bartok

Le pianiste hongrois András Nemeth a animé vendredi soir à Alger un récital de piano, où il a restitué, au public nombreux, le génie créatif de grands compositeurs hongrois, dont Béla Bartok, qui s'était imprégné de la beauté des sites et du patrimoine musical de la ville de Biskra, où il avait séjourné.

A la Basilique «Notre Dame d'Afrique», où l'acoustique est favorable aux arts de la scène, le public est venu nombreux apprécier la virtuosité du pianiste András Nemeth, restituant une douzaine d'œuvres célèbres des compositeurs, Franz Liszt, (1811-1886), Zoltan Kodaly (1882-1967) et Béla Bartok (1881-1945) qui avait séjourné en 1913 dans la capitale des Ziban, collectionnant plusieurs de ses chants folkloriques.

Mettant en valeur les passerelles d'échanges établies par le génie créatif de Béla Bartok entre l'Algérie et la Hongrie, András Nemeth a conçu son répertoire autour de la Suite «Opus 14», une pièce «riche en éléments» inspirés par la musique traditionnelle de la région de Biskra, que le grand compositeur hongrois a créée au retour de son voyage d'étude dans cette région d'Algérie. Rendue dans des variations modales et rythmiques qui ont tracé les traits d'une fusion parfaite des genres musicaux des deux pays, «Opus 14» était pour Béla Bartok, pionnier de l'ethnomusicologie avec Zoltan Kodaly, la preuve que les «cultures se

parlaient» et que le «patrimoine musical autochtone» pouvait s'ouvrir à la «pureté de l'académisme universel». D'autres pièces consacrant cette insurrection aux dogmes de Béla Bartok ont été brillamment exécutées par András Nemeth, dont «Variations libres», «Pour les enfants. Vol 4», «Quinze chants paysans hongrois» et «Six danses dans le rythme dit bulgare, "Mikrosmos.Vol 6"».

Donnant de l'embellie au silence sacré de la basilique, le jeune pianiste hongrois a ensuite enchaîné avec «Lament Székely» (sept pièces pour piano) de Zoltan Kodaly, puis avec quelques œuvres de Franz Liszt, dont «Wiegenlied», «Sposalizio» (Années de pèlerinage, vol. 2. Italie) et «Eglogue» (Années de pèlerinage, vol 1. Suisse).

Très applaudi par l'assistance, András Nemeth a fait montre de toute l'étendue de son talent de virtuose, dans une prestation époustouflante de technique et de dextérité, menée sans avoir eu recours aux partitions, ce qui dénote, selon un connaisseur, d'une «grande maîtrise intellectuelle de son sujet», acquise grâce au «travail et à l'exercice ininterrompus». Reflétant l'esprit d'une grande ouverture au monde, par la mise en valeur de la musique populaire hongroise, Béla Bartok, Franz Liszt et Zoltan Kodaly entendaient établir, à travers la fusion des genres folkloriques et populaires «des passerelles d'échanges» entre les peuples et leurs «cul-

tures respectives», explique un professeur d'histoire de l'art présent parmi le public.

Dans la solennité du moment et en présence de l'ambassadeure de Hongrie en Algérie, Helga Katalin Pritz et les représentations diplomatiques accréditées à Alger de plusieurs pays invités, le public a savouré le rendu d'András Nemeth dans la délectation, applaudissant très fort l'artiste à l'issue de chaque pièce interprétée.

«Je suis ravi de venir en Algérie et très honoré de me produire à Alger, une ville que je découvre et que je trouve très belle», a déclaré András Nemeth, présent pour la première fois en Algérie. András Nemeth a étudié le piano à l'Académie de musique «Franz Liszt» de Budapest avec plusieurs autres pianistes de renom, dont András Kemenes, Jenő Jandó et Sándor Falvai.

Musicien-professeur, András Nemeth prépare son doctorat, avec pour sujet de thèse, «Composition pour enfants - Source d'inspiration dans les œuvres de Bartok et de Kurtág».

Organisé par l'ambassade de Hongrie en Algérie, en collaboration avec la Basilique «Notre Dame d'Afrique», le concert de piano animé par András Nemeth, entre, selon le recteur de la basilique Notre-Dame d'Afrique, père José Maria Cantal Rivas, dans le cadre du «programme régulier initié par l'église».

R. C.

Burkina Faso : les dispositions sécuritaires sont prises

Objectif : assurer le bon déroulement du Fespaco

Les dispositions sécuritaires ont été prises pour assurer une meilleure organisation de la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) qui ouvre ses portes le 23 février à Ouagadougou, dans un contexte marqué par le péril terroriste, a assuré vendredi le ministre burkinabé en charge de la Culture, Abdoul Karim Sango.

S'exprimant à l'issue du Conseil des ministres de ce vendredi, le ministre en charge de la Culture, Abdoul Karim Sango, a déclaré que «toutes les dispositions sont prises pour que le Fespaco se déroule dans les conditions optimales».

Il a souligné qu'à l'image des autres manifestations culturelles, d'envergure internationale que le pays a organisées, le Fespaco

se tiendra sereinement.

La 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) célèbre son cinquantième qui va se tenir du 23 février au 2 mars 2019 sous le thème : «Confronter notre mémoire et forger l'avenir d'un cinéma panafricain dans son essence, son économie et sa diversité».

Sur les 20 films en compétition pour le grand prix de l'Étalon de Yennega, trois films burkinabés sont en compétition. Il s'agit de «Desrances» de la réalisatrice Apolline Traoré, «Hakilitan» (Mémoire en fuite) de Issiaka Konaté et «Duga» (les charognards) des réalisateurs Abdoulaye Dao et Hervé Eric Lengani.

O. N.

AGEND'ART

Galerie d'arts Le Paon
(Centre des arts de Riadh El Feth)

Jusqu'au 15 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane.

Institut culturel italien d'Alger
(El-Biar, Alger)

Jusqu'au 19 février :

Exposition «Rien de personnel», de l'artiste italien Claudio Burei. L'exposition est ouverte tous les jours sauf le samedi de 10h à 17h, le vendredi de 10h à 13h.

Café littéraire et philologique de Tizi-Ouzou
(7 Boulevard Stiti)

Aujourd'hui à 14h :

Le café littéraire et philosophique accueillera Sadia Tabti et Radia Almas. Il sera question des ouvrages «Comme Un Comme Une» de Sadia Tabti, édité chez L'artémioire à Paris et «Un chat à l'oreille coupée» de Radia Almas, édité chez Enag édition.

Théâtre national algérien
Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Jeudi 14 et vendredi 15 février :

Pièce «Nathan le sage» d'après l'œuvre de Gotthold Ephraim Lessing. Mise en scène : Alice et Bertrand Kazmareck. Texte : Bertrand Kazmareck. La pièce sera présentée par la troupe Amitié Interreligieuse de la ville d'Istres (France).



Qatar Hamroun à Al-Rayyan

LE MILIEU offensif algérien d'Al-Sadd (Div.1 qatarie de football), Jugurtha Hamroun, a été prêté jusqu'à la fin de la saison à l'autre pensionnaire du championnat du Qatar Al-Rayyan SC, a annoncé le club jeudi soir sur son compte Twitter. Le joueur âgé de 30 ans a joué la première partie de la saison, également à titre de prêt avec le club qatari d'Al-Kharitiyat (16 apparitions/ 1 but), lanterne rouge du championnat qatari. Hamroun avait été prêté par le Steaua Bucarest (Roumanie) à Al-Sadd en 2016 pour avant que les dirigeants qataris ne décident de lever l'op-

tion d'achat avec un contrat qui court jusqu'en juin 2019. Al-Rayyan pointée à la 4^e place au classement de «Qatar Stars League» avec 27 points, loin derrière le leader Al-Sadd (38 pts), au terme de la 15^e journée. Le joueur formé à l'EA Guingamp (France) compte quatre sélections avec l'équipe nationale des moins de 23 ans (U-23). Il avait pris part au Championnat d'Afrique de la catégorie disputé en 2011 au Maroc, qualificatif au Jeux olympiques JO-2012 de Londres.

Championnats du monde de cyclisme (sur piste) Yacine Chalal se qualifie officiellement

LE CYCLISTE algérien, Yacine Chalal, a composé son billet pour les championnats du monde sur piste 2019, prévus du 27 février au 3 mars à Pruszków en Pologne, a-t-on appris hier de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). «C'est une vraie fierté pour moi de vivre cette nouvelle aventure pour la

deuxième année consécutive, ce qui prouve que je réussis petit à petit à intégrer le circuit international», a déclaré Chalal sur son compte Facebook. L'Algérie participera au Scratch et à la Course aux points. Il débute la préparation lundi prochain pour une durée de trois semaines.

Tennis/Championnat d'Afrique du Nord des U16 L'EN au rendez-vous avec six athlètes en Egypte

LA SÉLECTION algérienne de tennis «garçons et filles» des U16, prendra part au Championnat d'Afrique du Nord «individuel et par équipes» prévu du 3 au 10 février 2019 en Egypte, a annoncé vendredi la Fédération algérienne de tennis (FAT) sur son site web. Chez les garçons, l'Algérie sera présente avec Mohamed Forkan Lebdi,

Aymen Ali Moussa et Ramzi Brahimi. La gent féminine sera représentée par Ines Bekrar, Bouchra Mebarki et Amina Arnaout. La sélection nationale, encadrée par l'entraîneur Sid Ali Akili, sera conduite par M. Djemai Tedjini, président de la Ligue oranaise de tennis, selon la même source.

Championnat d'Algérie Kung Fu Wushu Les phases qualificatives régionales débutent à Tissemsilt

LES PHASES éliminatoires régionales du championnat d'Algérie du Kung Fu Wushu dans les catégories juniors et seniors hommes ont débuté vendredi à la salle omnisports Chahid Alouat-Tayeb de Tissemsilt. Cette compétition, organisée par la Fédération algérienne de Kung Fu Wushu, en collaboration avec la DJS locale, voit la participation de 240 athlètes représentant 30 clubs des wilayas de Tissemsilt, Tiaret, Oran, Chlef, Sidi Bel-Abbès et Tlemcen. Les phases qualificatives se dérouleront ce vendredi alors que les finales dans toutes les catégories de poids juniors et seniors sont prévues samedi. Dans une déclaration, le président de la Fédération du Kung Fu Wushu, Yahia Boudour, a indiqué que ces éliminatoires permettront de sélectionner les équipes devant disputer le championnat national, prévu les 1^{er} et 2 mars prochain à Tissemsilt. «Cette manifestation sportive nous permettra également de prospecter les éléments devant renforcer l'équipe nationale versée dans ce sport», a-t-il ajouté. Yahia Boudour a, par ailleurs, indiqué que la fédération a programmé,

pour la prochaine saison sportive, plusieurs stages au profit des entraîneurs nationaux, de wilaya, afin d'assurer un encadrement de qualité aux sportifs.

La JSS en appel à Kinshasa, le NAHD sur du velours

■ La JS Saoura sera en appel pour cette troisième journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique, en rendant visite à la redoutable formation du Vita Club.



Par Mahfoud M.

Les Sudistes en danger

Les Sudistes qui ont effectué un mauvais départ en se faisant battre par une équipe tanzanienne et accrocher par le Ahly du Caire, risque de laisser des plumes encore une fois par cette équipe congolaise qui ne se laissera certainement pas faire à domicile. En crise, notamment avec le départ de l'entraîneur Neghiz, la formation de la JSS est coachée par son adjoint, Karim Zaoui, qui promet de tout donner pour tenter de qualifier l'équipe au prochain tour. La mission s'annonce vraiment très difficile pour les Jaune et Vert qui comptent quand même se don-

ner à fond pour sauver la mise et garder un soupçon d'espoir pour se qualifier aux quarts de finale, même si ce ne sera pas facile. L'autre représentant en Ligue des champions, le CS Constantine, est exempt pour cette troisième journée, après l'exclusion de la formation égyptienne d'El Ismailia. Sa qualification pourrait, néanmoins, se jouer lors de cette journée, avec ce match qui opposera le Club africain de Tunisie au TP Mazembé, étant donné qu'un nul entre ces deux équipes qualifiera les Constantinois d'office. En Coupe de la CAF, le Nasr d'Hussein-Dey affronte ce soir à partir de 20h la formation angolaise du Pédro Atlético et essaye-

ra de prendre les trois points de la victoire qui lui permettront de bien débuter la phase des poules. Sentant une grosse fatigue après avoir disputé un grand nombre de matchs en si peu de temps, les Sang et Or se donneront quand même à fond pour tenter d'aller le plus loin possible. Le coach, Meziane Ighil, tentera de faire tourner son effectif encore une fois et comptera sur le retour de quelques cadres, à l'exemple de Gasmi, Allati et Yaïche. Mais les Nahdistes devront faire attention à cette équipe angolaise qui ne se présentera pas en victime expiatoire et se donnera à fond pour revenir avec un résultat probant. **M. M.**

Ligue 2 Mobilis (20^e journée) Le WAT relancé, Magra leader

Le WA Tlemcen, vainqueur vendredi de l'USM El Harrach (2-0) pour le compte de la 20^e journée de Ligue 2 Mobilis de football, a rejoint à la deuxième place du classement général l'ASO Chlef, qui, lui, a été battu par l'US Biskra (1-0), au moment où dans le bas du tableau, le RC Kouba a complètement raté le coche, en se faisant épingler à domicile par la JSM Béjaïa (1-2). La bonne affaire du jour est donc celle du WAT, qui s'est relancé de plus belle dans la course à l'accession, en attendant bien sûr le choc MC El Eulma - NC Magra, prévu samedi entre le 4^e qui reçoit le leader. Les Zianides avaient tué le match dès la première mi-temps, ouvrant le score par Benchérifa (25'), avant que Messaoudi ne double la mise à la 37', alors que les Chéliens se sont inclinés sur un penalty de Benachour (24'). De leur côté, les Koubéens avaient relativement bien réagi après l'ouverture du score précoce de Baïtèche (2), en égalisant dès le retour des visiteurs par Ouahada (46'). Mais la suite a été nettement moins bonne, puisqu'outre les

nombreux ratages, ils ont concédé un deuxième but, sur penalty à la 80', et que Ghanem s'était chargé de transformer. Un précieux succès pour le club de Yemma Gouraya, qui avec désormais 30 points se rapproche considérablement du peloton de tête, alors que le RCK reste scotché à l'avant-dernière place du classement général, avec seulement 16 unités au compteur. Une déception pour les Algérois, surtout que la plupart de leurs concurrents directs pour le maintien ont trébuché au cours de cette 20^e journée, faisant qu'une victoire contre la JSMB leur aurait procuré une grosse bouffée d'oxygène. En effet, outre l'USM El Harrach (premier non relégable), tous les candidats au maintien ont trébuché ce vendredi, à commencer par le MC Saïda (12') et l'ASM Oran (14'), puisque les premiers cités ont perdu (1-0) chez l'USM Annaba, alors que les Asémistes ont concédé un nul à domicile face à la JSM Skikda (2-2). C'est Sohbi qui a offert cette courte mais précieuse victoire aux Annabis (70'), alors que

l'ASMO a sauvé les meubles par deux fois contre la JSMS. Ce sont, en effet, les Skikdis qui ont mené au score, grâce à Khennab, sur penalty à la 26', puis par Nasser (48'), mais à chaque fois, les gars de M'Dina J'Dida ont réussi à égaliser. D'abord par Khalfallah (40'), puis par Boutiche sur penalty à la 68'. Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires des visiteurs, qui consolident leur onzième position par un 26^e point, alors que les Asémistes restent premiers relégables, avec seulement 17 unités au compteur. Autre bonne opération réussie ce vendredi, celle de l'Amel Boussaâda, vainqueur de la lanterne-rouge USM Blida (1-0), grâce à une réalisation de Baâli (44'), et qui permet au club des Hauts-Plateaux de se maintenir confortablement dans le milieu du tableau, avec 28 points. Les deux autres matchs inscrits au programme de cette 20^e journée se joueront samedi. Outre «le choc des titans», entre le MCEE et le NCM, il y aura un chaud derby de l'Ouest, entre le RC Relizane et l'ES Mostaganem.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ghardaïa

Quatre éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

QUATRE éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés vendredi à Ghardaïa par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP), indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le même contexte, un autre déta-

chement de l'ANP a découvert et détruit, lors d'une opération de fouille et de ratissage au niveau de la zone de Tizirt, wilaya de Tizi Ouzou, trois caches d'armes contenant huit bombes de confection artisanale et des différents outils de détonation». L. O.

Près de Ouargla

Deux morts et 11 blessés dans un accident de la route

DEUX personnes sont décédées et 11 autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu samedi près de Ouargla, a-t-on appris auprès des services de la protection civile (PC).

Il s'agit de renversement d'un autocar de transport des voyageurs assurant la ligne Bechar/Hassi-Messaoud, au niveau de la route nationale (RN-49), causant la mort sur place de

deux passagers et des blessures à 11 autres voyageurs, selon la même source. Les corps des deux victimes ont été évacués vers la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de la ville de Ouargla où ont été également transférés les blessés, a-t-on ajouté. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes exactes de cet accident.

Y. N.

Défense

L'Iran dévoile un missile de croisière à longue portée

L'IRAN a dévoilé samedi un missile de croisière à longue portée e fabrication locale, a rapporté l'agence de presse Tasnim. Le missile «Hoveizeh» a été présenté lors d'une cérémonie dans la capitale Téhéran à laquelle a participé le ministre iranien de la Défense Amir Hatami. Fabriqué par l'Organisation des industries aéronautiques auprès du ministère iranien de la Défense, le missile est prêt à être livré à la force spatiale du Corps des Gardiens de la révolution isla-

mique (CGRI). Doté d'une portée de 1 350 km, Hoveizeh vole à basse altitude et est utilisé pour atteindre des cibles au sol. Il fait preuve d'une grande précision et est capable d'infliger de lourdes destructions à ses cibles, selon M. Hatami. Le ministre iranien a également décrit le missile Hoveizeh comme «un symbole d'assurance», ajoutant qu'il représente une réussite majeure en matière de défense parmi les technologies militaires mondiales.

R. I.

Mercato d'hiver 2019

Un marché calme pour les internationaux algériens

Peu de mouvements ont été enregistrés chez les internationaux algériens lors de la période des transferts d'hiver, clôturée jeudi soir dans la majorité des championnats européens de football. La quasi-totalité des internationaux algériens ont opté pour la stabilité à moins de cinq mois de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 prévue en Egypte (21 juin - 19 juillet). Le latéral droit du Club Africain Mokhtar Belkhit (27 ans) s'est engagé avec le club saoudien Al-Qadisiya pour un contrat de six mois renouvelable. L'ancien joueur du MCE Eulma (Ligue 2/ Algérie) quitte ainsi la Tunisie après deux ans et demi passés avec le club de la capitale. Le défenseur central de PFK Tchernomore Varna (Div.1 bulgare) Lyes Hassani (23 ans), à l'instar de Belkhit, a décidé de mon-

nayer son talent dans un pays du Golfe en signant avec le club qatari d'Al-Gharafa. De son côté, le milieu offensif du Bétis Séville Ryad Boudebouz (28 ans) a préféré rester en Liga espagnole en rejoignant le Celta Vigo, à titre de prêt jusqu'à la fin de la saison avec option d'achat. Le joueur formé au FC Sochaux (France), peu utilisé lors de la première partie de la saison, espère relancer sa carrière pour espérer faire partie du groupe des 23 qui seront retenus par Djamel Belmadi pour la CAN-2019. L'attaquant du Spartak Moscou (Russie) Sofiane Hanni est annoncé par les médias du côté de MLS, où il est convoité par la franchise canadienne Toronto FC, pour remplacer l'Italien Giovinco, parti rejoindre Al-Hilal saoudien.

Slimani reste finalement à Fenerbahçe

Annoncé partant par son entraîneur Ersun Yanal, l'attaquant de Fenerbahçe (Div.1 turque) Islam Slimani a pris tout le monde à contre-pied en décidant de rester avec le club vice-champion de Turquie, qu'il avait rejoint l'été dernier pour un prêt d'une saison en provenance de Leicester City (Angleterre). «Fener» a repoussé jeudi deux offres officielles du Bétis Séville pour Slimani. Le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale (26 buts), de retour dans le groupe vendredi soir lors de réception de Goztepe (2-0) en ouverture de la 20e journée de «Super Lig», doit impérativement retrouver ses sensations à l'approche du rendez-vous continental. Le

milieu offensif du FC Porto (Portugal) Yacine Brahimi, dont le contrat expire en juin prochain, va poursuivre son aventure avec les «Dragons», en dépit de plusieurs touches anglaises. Le directeur de Porto va certainement chercher à prolonger le contrat de Brahimi avant son terme pour bénéficier financièrement d'un éventuel transfert l'été prochain.

Enfin, le milieu offensif de Galatasaray, actuel 2e du championnat, Sofiane Feghouli a fini par convaincre ses dirigeants de le garder dans l'effectif, après un début de saison très difficile. «Soso» est redevenu une pièce maîtresse dans l'échiquier de l'entraîneur Fatih Terim, lui qui avait contribué au titre la saison dernière.

L. M.

suppression des frais de roaming entre la Tunisie et l'Algérie



Djalou@hotmail.com

«Renforcer la dynamique associative»

Lancement du concours du village le plus propre à Béjaïa

Le concours du village le plus propre de la wilaya de Béjaïa et l'appel à projets ont été lancés à la fin de la semaine écoulée par l'APW.

Par Hocine Cherfa

Cela a été annoncé lors d'une rencontre qui a rassemblé quelque 150 associations de différentes disciplines, associations de parents d'élèves, comités de quartiers et villages issus des quatre coins de la wilaya. «Ces actions visent à redonner à nos villes, villages et quartiers une propreté, contribuer au bien-être du citoyen et encourager le vivre ensemble», a indiqué le président de l'APW. Une subvention de 4.2 milliards de centimes a été votée par les membres de l'Assemblée en faveur de cette opération. Cinq

prix sont envisagés à l'issue du concours. «Le wali a encouragé cette initiative en instruisant les directeurs de l'exécutif présents également lors de cette rencontre à accompagner les élus locaux afin de réussir cette louable opération». Le président de l'APW M'henni Hadaddou a souligné dans son allocution d'ouverture du concours que «ces appels à projets répondent à notre souci de renforcer la dynamique associative actuelle et de lui donner de nouvelles perspectives de participation dans le développement de notre wilaya». Pour le P/APW, «ces appels à projets sont une modeste participation de l'APW

pour appuyer l'effort des associations locales dans la mise en œuvre des projets citoyens. Ces dernières n'ont pas comme seul objectif d'animer et de mettre du mouvement dans la société, elles ont aussi le rôle et le devoir de réaliser des projets porteurs fiables et durables dans le temps, ayant un impact direct sur le quotidien des populations vulnérables». Et d'ajouter : «notre Assemblée a choisi d'asseoir une approche basée sur la démocratie participative inclusive s'appuyant sur cette synergie – élus, associations, pouvoirs publics, basée sur le respect et la concertation, chacun dans son rôle et aspire à développer notre wilaya non seulement sur le plan économique mais aussi sur les plans culturel, social, sportif pour que notre jeunesse ait les cadres nécessaires pour participer activement au développement de nos communes». Il a, par ailleurs, considéré que «les associations locales sont des acteurs incontournables dans la résolution des nombreux défis auxquels sont confrontés nos villes, communes et villages». De ce fait, dit-il, «elles sont appelées à s'impliquer de plus en plus dans la définition et la mise en œuvre des agendas de développement de leurs territoires, sur les plans social, économique, culturel et de l'environnement». Notons que l'APW a voté au milieu de la semaine dernière un budget de 26 milliards de centimes destiné à assurer l'existence et le fonctionnement des associations sociales, culturelles et sportives.

H. C.